



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°38 2025

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Le secteur privé exprime publiquement ses préoccupations face à l'incertitude politique dans le pays ;
- ❖ **Inde** : Suivi des indicateurs macroéconomiques ;
- ❖ **Maldives** : Le PIB en hausse de 4,5% en 2025 selon les autorités ;
- ❖ **Népal** : La dette publique du Népal atteint 44,61% au premier trimestre de l'exercice en cours ;
- ❖ **Pakistan** : La Banque centrale maintient son taux directeur à 11,00% ;
- ❖ **Sri Lanka** : Les départs de migrants se stabilisent à un niveau élevé ;

À RETENIR

4,6%

Hausse de recettes issues de la GST en octobre 2025 en Inde

Bangladesh

Le secteur privé exprime publiquement ses préoccupations face à l'incertitude politique dans le pays

Cette semaine, les représentants du secteur privé bangladais ont publiquement exprimé leurs préoccupations face à l'incertitude entourant le calendrier des prochaines élections législatives, actuellement prévues pour février 2026, ainsi que la tenue d'un référendum sur la Charte de juillet, un accord politique-cadre entre les principaux partis visant à définir les réformes prioritaires à mettre en œuvre.

Les milieux économiques appellent ainsi l'ensemble de la classe politique à instaurer un climat de stabilité et de prévisibilité, jugé essentiel pour la continuité des activités économiques.

Par exemple, le président de la Bangladesh Chamber of Industries (BCI), Anwar-ul Alam Chowdhury Parvez, et celui de la Bangladesh Employers' Federation (BEF), Fazle Shamim Ehsan, ont souligné qu'une prolongation des tensions politiques risquerait de fragiliser la confiance des investisseurs et de freiner la création d'emplois et ont appelé à une clarification rapide du processus électoral. De son côté, le président de la Dhaka Chamber of Commerce and Industry (DCCI), Taskeen Ahmed, a réaffirmé l'importance de la formation rapide d'un gouvernement élu pour rétablir la visibilité et la confiance du secteur privé. Il a noté que, malgré certains signaux macroéconomiques positifs, notamment la progression des exportations et des transferts de fonds des expatriés, l'investissement privé demeure limité et la croissance du crédit au secteur industriel en recul dans un contexte politique incertain.

[Business leaders concerned over referendum uncertainty, call for timely national election | The Business Standard](#)

Le BNP aurait pris la relève de l'Awami League dans les pratiques d'extorsion au sein des zones industrielles

Selon la presse bangladaise, des cas d'extorsion et d'intimidation visant des propriétaires d'usines textiles se multiplient dans les zones industrielles de Gazipur, Narayanganj et Savar, qui regroupent plus de 6 000 usines et emploient environ 3,2 M de travailleurs. Ces pratiques, auparavant associées à des réseaux liés à l'Awami League, parti au pouvoir avant les troubles politiques de l'été 2024, impliqueraient désormais des responsables locaux du Bangladesh Nationalist Party (BNP), auparavant principal parti d'opposition et aujourd'hui favori pour les prochaines élections.

Les victimes signalent des demandes de paiements forcés, souvent justifiées par le financement des prochaines élections, ainsi qu'un contrôle accru du commerce des rebuts textiles (jhut), source de revenus importante pour les groupes locaux. Plusieurs affrontements violents entre factions concurrentes ont été recensés au cours de l'année, provoquant blessés et tensions persistantes dans ces zones-clés pour les exportations du pays.

Les organisations professionnelles, dont la Dhaka Chamber of Commerce and Industry (DCCI) et la Bangladesh Garment Manufacturers and Exporters Association (BGMEA), ont exprimé leur

inquiétude face aux conséquences de ces pratiques sur la stabilité du climat des affaires et la sécurité des entreprises.

De leur côté, les dirigeants du BNP affirment avoir engagé des mesures disciplinaires contre certains de leurs membres accusés d'extorsion. Cependant, plusieurs acteurs économiques estiment que l'absence d'un gouvernement élu et la faiblesse du contrôle politique local contribuent au maintien de ces pratiques dans les zones industrielles.

[How BNP Leaders Extort Garment Factory Owners in Bangladesh? | RMG belt caught in cycle of extortion](#)

Le Bangladesh se prépare à des négociations pour un accord de libre-échange avec l'Union européenne

Une étude de faisabilité menée par le ministère du Commerce concernant un accord de libre-échange (ALE) avec l'Union européenne, principal partenaire commercial du Bangladesh, a confirmé que la conclusion d'un tel accord serait bénéfique pour le pays. L'objectif du gouvernement est de préparer la perte progressive des avantages liés au statut de pays les moins avancés (PMA), dont le Bangladesh sortira en novembre 2026.

Actuellement, le Bangladesh bénéficie d'un accès sans droits de douane au marché européen, représentant plus de 21 Mds, soit environ 44% de ses exportations totales, pour l'exercice 2023-2024. Après une période de transition de trois ans jusqu'en 2029, à la suite de la fin du régime actuel «Everything But Arms» (EBA), ses exportations, en particulier dans le textile, pourraient être soumises à des droits de douane moyens de 10 à 12% sous le régime des Systèmes de Préférences Généralisées Plus (SPG+). Ce dernier offre également un accès préférentiel, mais il est soumis à des conditions strictes : 32 conventions internationales doivent être ratifiées, dont 4 à 5 sont jugées difficiles à adopter dans le contexte local, selon le ministère du Commerce. De plus, le prêt-à-porter dépasse actuellement les seuils fixés par les clauses de sauvegarde européennes, limitant ainsi l'intérêt du SPG+.

Certains économistes estiment qu'un ALE pourrait garantir l'accès sans droits de douane, mais qu'il pourrait être plus pragmatique de sécuriser en amont les avantages du SPG+, car les négociations pour un ALE seront longues et impliqueront des concessions réciproques.

Parallèlement, le Bangladesh devrait prochainement signer un accord-cadre de partenariat et de coopération (PCA) avec l'UE, destiné à renforcer la coopération sur les droits humains et la bonne gouvernance, la démocratie. Le secrétaire au Commerce a précisé que le PCA et l'ALE constituent des processus distincts, bien que les deux sujets devraient être abordés simultanément lors de la visite d'une délégation européenne en novembre.

Pour rappel, selon les données de l'UE, 94% de ses importations en provenance du Bangladesh concernaient le secteur textile, tandis que les exportations européennes vers le Bangladesh étaient dominées par la machinerie (35%) et les produits chimiques (23%). Le Bangladesh reste le principal bénéficiaire du régime EBA, avec 20 Mds USD d'exportations utilisant cette facilitation en 2023, pour un taux total d'utilisation de 91%. Par ailleurs, les investissements européens au Bangladesh se sont élevés à 2,4 Mds USD en FY24, tandis que les investissements bangladais dans l'UE s'élevaient à 110 M USD.

<https://www.tbsnews.net/bangladesh/bangladesh-moves-sign-fta-eu-secure-post-ldc-trade-privileges-1263946>

Les importations de machines industrielles repartiraient légèrement à la hausse après un fort déclin en FY25

Selon les données de la Bangladesh Bank, les importations de machines industrielles repartent à la hausse au début de FY26, avec une progression d'environ 1% en glissement annuel sur les deux premiers mois (juillet-août). Cette légère reprise intervient après une chute de 25% sur l'exercice précédent, lorsque les importations s'étaient établies à 1,7 Md USD. Ce redressement serait principalement dû à un climat plus favorable lié à la disponibilité accrue de devises étrangères et à la stabilité du taux de change.

Grâce à la reconstitution progressive des réserves de change, les banques commerciales se montrent notamment plus enclines à ouvrir des lettres de crédit pour les importations selon les besoins du marché. Les données de la Bangladesh Bank indiquent ainsi que l'ouverture de nouvelles lettres de crédit a bondi de plus de 13% entre août et septembre 2025, passant de 5,4 Mds USD à 6,2 Mds USD.

Les acteurs économiques, cependant, demeurent prudents. Ils soulignent que la reprise reste fragile et que la faiblesse persistante de l'activité économique continue de peser sur l'investissement et l'emploi. La croissance du crédit au secteur privé, tombée à 6,35% en août dernier, son plus bas niveau historique, en est un indicateur préoccupant.

[Finance News: Latest Financial News, Finance News today in Bangladesh](#)

Inde

Suivi des indicateurs macroéconomiques

En septembre, la production industrielle indienne a augmenté de 4 % en glissement annuel. Il s'agit d'une hausse en comparaison de la progression de 3,2% enregistrée en septembre 2024, mais d'une contraction relativement à la croissance révisée de 4,1 % au mois d'août dernier.

Cette progression est principalement tirée par le rythme de croissance du secteur manufacturier (+4,8 % pour septembre, contre +3,8 % en août). Cependant, le secteur minier a reculé de 0,4 % et la production d'électricité a ralenti, avec une croissance autour de 3,1 % en glissement trimestrielle.

Sur la période d'avril à septembre 2025, la croissance cumulée de la production industrielle s'établit à environ 3 %, contre une hausse de 4,1 % à la même période l'année précédente.

Toutefois, selon un rapport de la banque commerciale indienne Bank of Baroda, le ralentissement de la production industrielle observé au cours du premier semestre de l'exercice 2025-26 devrait être compensé au second semestre, grâce à la réforme de la taxe sur les biens et services (GST), susceptible de stimuler la consommation et la production.

En octobre, l'indice PMI manufacturier (Purchasing Managers' Index), fondé sur une enquête menée auprès des directeurs d'achat et publié par S&P Global, est passé à 58,4, contre 57,7 en septembre, signalant une reprise de l'activité et confirmant l'effet de relance lié à la mise en œuvre de la réforme de la GST.

L'indice PMI des services est quant à lui tombé à 58,8 contre 60,9 en septembre. Cette baisse témoigne de la perte de dynamisme du secteur privé, la croissance de l'indice étant tombée à

un plus bas depuis avril dernier. Le sondage Flash de S&P Global/HSBC montre que l'indice composite de production a reculé à 59,9 en octobre contre 61,0 en septembre.

Pour la semaine se terminant le 17 octobre, les réserves de change ont augmenté de 4,5 Mds USD, atteignant un total de 702,3 Mds USD, un accroissement principalement lié à la hausse de la valeur des réserves d'or. En effet, la valeur des réserves d'or a bondi de 6,2 Mds USD pour atteindre 108,5 Mds USD au total sur la période sous revue. Par ailleurs, il convient de noter que la Banque centrale indienne a rapatrié environ 64 tonnes d'or au cours sur la période allant de mars à septembre 2025. Toutefois, les réserves de change ont diminué de près de 7 Mds USD afin de s'établir à un montant total de 695 Mds USD la semaine du 24 octobre, en lien avec les variations de valeur des actifs en devises étrangères et les interventions de la Banque centrale sur le marché des changes. Pour rappel, la roupie atteint son plus bas historique à 88,92 INR pour 1 USD le 3 novembre.

[India's forex reserves fall by \\$6.92 billion to \\$695.36 billion for week ending Oct 24 - The Economic Times](#)

[Bright spot: Manufacturing, festive push keep factory output steady at 4% in September - The Economic Times](#)

Les recettes de la taxe sur les biens et services enregistrent une progression annuelle de 4,6 % en octobre

Les recettes de la taxe sur les biens et services (GST) ont atteint un montant de 22,1 Mds USD en octobre, soit une hausse de 4,6 % en glissement annuel, et ce, malgré la réduction des taux de GST, entrée en vigueur en septembre dernier, venant abaisser les taux sur 99 % d'articles afin de stimuler la consommation et l'activité manufacturière. Sur la période d'avril à octobre 2025, la collecte brute cumulée de la GST a atteint 156,4 Mds USD, contre 143,5 Mds USD l'année dernière à la même période, soit une hausse annuelle de 9%.

Le secteur des biens durables de consommation a progressé de 10,2 % (contre 6,3 % un an plus tôt), les ventes de deux-roues ont atteint 2,16 millions d'unités, les ventes de trois-roues ont augmenté de 5,5 %. Les ventes de climatiseurs ont même doublé le premier jour de l'entrée en vigueur des nouveaux taux de GST, illustrant la vigueur de la demande intérieure.

Par ailleurs, le déficit budgétaire indien pour la période d'avril à septembre, soit les six premiers mois de l'exercice, s'est élevé à environ 65 Mds USD, représentant 36,5 % de l'objectif annuel fixé pour l'exercice 2025-26, en augmentation par rapport à la même période de l'année précédente, où il était de 29,4 %. Le total des recettes pour cette période atteint approximativement 196 Mds USD, tandis que les dépenses globales un montant de 261 Mds USD, soit respectivement 49,5 % et 45,5 % des cibles budgétaires annuelles. À titre de comparaison, l'an passé, les recettes représentaient 51 % de l'estimation annuelle et les dépenses 43,8 %.

Pour rappel, la cible du déficit budgétaire pour l'exercice en cours s'élève à 4,4 % du PIB, en baisse par rapport à 4,8 % au cours de l'exercice précédent.

[GST collections rise 4.6% to Rs 1.96 lakh crore in October despite tax cuts - The Economic Times](#)

[India's April-September fiscal deficit at Rs 5.73 lakh crore, widens on-year to 36.5% of FY26 aim - The Economic Times](#)

Baisse de 37 % des exportations indiennes vers les États-Unis sous l'effet des droits de douane américains

Selon les données citées dans un article du think tank Global Trade Research Initiative, les exportations indiennes à destination des États-Unis ont diminué de 37% entre mai et septembre 2025 à la suite de l'entrée en vigueur des droits de douane américains, à hauteur de 50% sur une multitude de produits. Sur la période considérée, les exportations indiennes vers les États-Unis sont passées de 8,8 Mds USD à 5,5 Mds USD.

Les États-Unis, premier débouché pour les produits indiens, représentant près de 20% des exportations indiennes soit 80 Mds USD de recettes en 2024, ont progressivement relevé les droits de douane, débutant à 10 % en avril, puis 25 % début août, et culminant désormais à 50 % fin août. Ces mesures visent à sanctionner l'Inde pour ses achats de pétrole brut russe dont la part représentait 34 % des importations indiennes de pétrole brut en septembre dernier.

Paradoxalement, l'impact le plus notable s'observe sur les biens exemptés de tarifs, qui représentent près d'un tiers des exportations indiennes vers les États-Unis. Leurs recettes d'exportation ont chuté de 47 %, passant de 3,4 Mds USD en mai à 1,8 Md USD en septembre. Il s'agit d'une des plus mauvaises performances d'exportation à destination des États-Unis depuis plusieurs années.

Dans le détail, les exportations de smartphones, après une forte hausse de 197 % en glissement annuel entre avril et septembre 2025, chutent de 58 % en seulement quelques mois, tandis que les recettes de produits pharmaceutiques ont baissé de 15,7 %, passées de 745,6 M USD à 628,3 M USD. Les métaux industriels et pièces automobiles enregistrent une baisse globale de 16,7 %. La diminution de l'aluminium s'élève à 37 %, le cuivre à 25 %, les composants automobiles à 12 %, et le fer et l'acier à 8 %.

Les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, tels que les textiles, bijoux, produits chimiques, agro-alimentaire, machines, pesant à 60 % des exportations vers les États-Unis, notent une contraction de 33 %, de 4,8 Mds USD en mai à 3,2 Mds USD en septembre. Le secteur des bijoux, pilier traditionnel des exportations indiennes vers les États-Unis, a connu l'un de ses pires mois depuis des années avec une chute d'environ 60 %, de 500,2 M USD à 202,8 M USD. Dernièrement, le secteur des énergies renouvelables n'échappe pas à la tendance, avec une diminution des exportations de panneaux solaires de 60,8 %, de 202,6 M USD en mai à 79,4 M USD en septembre.

Ainsi, l'Inde a vu sa position concurrentielle se détériorer face à des concurrents bénéficiant de tarifs douaniers américains plus faibles comme la Chine, taxée à hauteur de 30 %, et le Vietnam de 20 %. À noter que le déficit commercial des États-Unis s'est réduit grâce aux droits de douane imposés sous l'administration Trump.

Toutefois, celui-ci ne se réduit pas vis-à-vis de l'Inde et des principaux partenaires commerciaux. Selon un rapport de la State Bank of India, avec les cinq premiers partenaires commerciaux des États-Unis, dont l'Inde, le déficit s'est creusé de 9 Mds USD, passant d'un volume de commerce de 248 Mds USD (janvier à mars 2025) à 257 Mds USD (avril à juillet 2025). L'étude conclut que, bien que les tarifs aient permis une réduction apparente du déficit global, la structure des échanges s'est déplacée, le déficit se transférant d'anciens partenaires vers des économies émergentes.

[Trump tariffs trigger 37.5% drop in Indian exports, alarm bells ring across key sectors - The Economic Times](#)

Maldives

Le PIB en hausse de 4,5% en 2025 selon les autorités

Soutenu par le tourisme, et accessoirement par le dynamisme des secteurs de la pêche et de la construction, le PIB devrait progresser de 4,5% en 2025 selon la banque centrale maldivienne (MMA). Les incertitudes mondiales restent toutefois importantes et les résultats du secteur du commerce décevants. L'inflation a légèrement ralenti à 4,6% à la fin du 2e trimestre en glissement annuel à comparer à 5,3% à la fin du 1er trimestre.

[MMA](#)

Une croissance soutenue mais une vulnérabilité persistante

Dans son *South Asia Development Update d'octobre*, la Banque mondiale souligne que la situation reste fragile avec des déficits budgétaires et courants élevés malgré la reprise du tourisme. La croissance demeure soutenue par les revenus touristiques et les investissements publics, mais la vulnérabilité extérieure persiste en raison d'une forte dépendance aux importations et d'un endettement élevé. Les pressions sur les devises et les perspectives d'exportations plus faibles ont conduit à une révision à la baisse des prévisions de croissance pour 2026. Le pays doit renforcer sa résilience budgétaire et diversifier son économie pour soutenir la stabilité à moyen terme.

[Banque mondiale](#)

Accumulation d'arriérés par les autorités

Le Public Accounts Committee du Parlement maldivien a révélé dans un rapport qui ne semble pas encore avoir été rendu public, que le gouvernement devait 9,4 Mds MVR (610 MUSD, soit près de 9% du PIB) à la Housing Development Corporation, entreprise publique spécialisée dans le développement et la gestion de logements et de projets urbains. Ces arriérés proviennent des projets confiés à HDC par le gouvernement, pour lesquels le paiement n'a pas été intégralement effectué, de terrains appartenant à HDC récupérés par le gouvernement pour des projets sociaux sans contrepartie financière, de réduction de loyers sur des appartements gérés par HDC et de retards ou défauts de paiement à l'égard de HDC d'entreprises publiques. Dans le même temps, le gouvernement a annoncé son intention de lever des fonds via l'émission d'obligations qui seraient notamment souscrites par le Maldives Pension Administration Office afin de régler les arriérés qu'il a accumulés à l'égard d'entrepreneurs privés. De sources officieuses, ils atteindraient 1 Md USD environ (plus de 14% du PIB).

[Sun Online International](#) & [Atoll Times](#)

Le gouvernement va proposer un budget record de 64 Mds MVR pour 2026

Selon la presse, le gouvernement s'apprêterait à proposer un budget record de 64 Mds MVR (4,2 Mds USD) pour 2026. Les recettes atteindraient 43 Mds MVR et les dépenses de 57 Mds MVR, le déficit s'élevant à 14 Mds MVR. Une part croissante des dépenses est consacrée au remboursement de la dette (plus de 1 Md USD l'année prochaine).

[Adhadhu](#)

Népal

La dette publique du Népal atteint 44,61% au premier trimestre de l'exercice en cours

Selon le Public Debt Management Office (PDMO), la dette publique du Népal a augmenté de 352 MUSD au cours du premier trimestre de l'exercice budgétaire en cours, débuté à la mi-juillet, portant le total à près de 19 Mds USD. La dette domestique représente désormais 46% du total, le reste correspondant à la dette extérieure.

Cette progression, en valeur NPR, s'explique en partie par la dépréciation de la roupie népalaise, arrimée à la roupie indienne, face au dollar américain. La devise s'est dépréciée d'environ 4% par rapport à l'USD sur la période considérée.

Avec cette hausse des emprunts, la dette publique du Népal atteint désormais 44,61% du PIB, contre 43,79% à la fin de l'exercice précédent. A titre de comparaison, ce ratio n'était que de 22,28% en 2014/15, traduisant une augmentation significative de l'endettement, notamment extérieur, au cours de la dernière décennie.

[Public Debt Management Office](#)

Contraction des flux d'engagements d'IDE suite aux mouvements de septembre

Les récentes manifestations liées au mouvement Gen Z ont entraîné une dégradation temporaire du climat d'investissement au Népal. Après une reprise amorcée au début de l'exercice 2025/26, les engagements en IDE ont fortement reculé entre mi-septembre et mi-octobre.

Les données du Department of Industry indiquent que les promesses d'IDE sont passées de 8,98 Mds NPR (63,3 MUSD) à 2,04 Mds (14,4 MUSD) sur un mois, soit une contraction d'environ 75%.

<https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/gen-z-movement-and-violence-take-tolls-on-fdi-pledges-39-12.html>

Pakistan

La Banque centrale maintient son taux directeur à 11,00%

À l'issue de la réunion de son comité de politique monétaire du 27 octobre 2025, la Banque centrale du Pakistan (State Bank of Pakistan – SBP) a décidé de maintenir son taux directeur à 11,00 %.

Dans son communiqué, la SBP souligne que l'inflation globale est remontée à 5,6 % en septembre, tandis que l'inflation sous-jacente est restée stable à 7,3 %, traduisant un ralentissement de la désinflation. La Banque note que l'impact des inondations de la mousson de l'été 2025 sur l'activité économique et les prix devrait être moins marqué qu'anticipé, et que l'environnement macroéconomique s'améliore : sur le plan extérieur, le Pakistan a remboursé 500 M USD d'Eurobond et obtenu l'accord des services du FMI sur la seconde revue de l'EFF. La SBP estime que les perspectives de croissance demeurent modérées, soutenues par

la reprise des exportations, tandis que les conditions monétaires resteront restrictives afin de consolider la stabilité des prix et de la roupie.

https://www.sbp.org.pk/m_policy/2025/MPS-OCT-2025-Eng.pdf

Adoption d'un programme de subventions énergétiques ciblées (Roshan Maeeshat Bijli Package)

Le Premier ministre Shehbaz Sharif a annoncé le lancement d'un programme d'aide aux entreprises « Roshan Maeeshat Bijli Package », destiné à soutenir le secteur agricole et industriel face à la hausse des coûts de l'énergie. Ce dispositif consiste à subventionner les prix de l'énergie en fixant un tarif préférentiel à 22,98 PKR par unité pour les exploitants agricoles et les unités industrielles. Cette disposition doit s'appliquer sur la période 2025-2028.

L'objectif de cette mesure est de réduire les coûts de production, améliorer la compétitivité du Pakistan à l'export et de stimuler la croissance en allégeant la charge énergétique des exploitations agricoles, particulièrement touchées par l'inflation et les récentes inondations.

L'annonce de cette subvention intervient après que les services du FMI ont conclu avec les autorités pakistanaïses un accord des services (SLA) sur la seconde revue du programme et que le passage au conseil d'administration a été annoncé dans la presse locale pour décembre. Par le passé, le Fonds s'est régulièrement opposé à l'introduction de subventions énergétiques ciblées.

[PM Shehbaz announces 'Roshan Maeeshat Power Package' to boost industry, agriculture](#)

Budget – Mesures fiscales supplémentaires au niveau fédéral mais report de la taxe agricole à l'échelon provincial

Parmi les conditions qui ont permis le déblocage de la seconde revue du programme FMI, le ministère des Finances se serait engagé auprès du FMI à introduire des mesures fiscales supplémentaires de l'ordre de 200 Mds PKR début 2026, si les recettes de l'administration fiscale fédérale (FBR) restaient inférieures aux objectifs fixés dans le programme (augmentation du taux de retenue à la source sur les retraits en espèces à 1,5 % (contre 0,8 % actuellement), relèvement du taux de retenue sur les lignes fixes de téléphone de 10 % à 12,5 % et sur les appels cellulaires de 15 % à 17,5 %).

Dans le même temps, les gouvernements provinciaux du Sindh et du Pendjab ont décidé de reporter et de réduire les hausses de taxe sur le revenu agricole initialement introduites dans le cadre du programme FMI.

Dans la province du Sindh, la mise en œuvre de la taxe de 45 % sur le revenu agricole, adoptée dans le budget 2024-25, a été suspendue après la contestation des associations d'agriculteurs et des représentants politiques, qui ont dénoncé une mesure disproportionnée dans un contexte de coûts élevés des intrants et de sécheresse persistante. Le gouvernement provincial a annoncé un réexamen de la mesure, invoquant la nécessité d'éviter une pression fiscale excessive sur le secteur rural.

De son côté, le gouvernement du Pendjab a également réduit les taux de taxation sur les revenus agricoles, revenant sur une partie des hausses introduites plus tôt dans l'année pour répondre aux exigences de mobilisation fiscale du FMI.

[IMF assured of Rs200b tax measures](#)

Baisse des exportations de riz de 28% au T1 2026

Les exportations de riz du Pakistan ont enregistré une forte baisse de 28 % au premier trimestre de l'exercice 2025-26, atteignant 687 M USD, contre 953 M USD sur la même période de l'année précédente.

Selon les données du Bureau des statistiques du Pakistan, cette contraction est principalement due à la diminution des volumes exportés, qui sont passés de 1,35 M de tonnes à 0,97 M de tonnes, soit une chute d'environ 29 %. La baisse touche particulièrement le riz non basmati, dont les exportations ont reculé de 40 % en volume et de 34 % en valeur, tandis que le riz basmati a mieux résisté avec une baisse limitée à 12 % en volume et 18 % en valeur. Les acteurs du secteur attribuent cette tendance à la hausse des prix domestiques, à la faible disponibilité liée aux retards dans la récolte et à une demande internationale ralentie, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Malgré cette contre-performance, les exportateurs restent prudemment optimistes, tablant sur une reprise progressive avec l'arrivée sur le marché de la nouvelle récolte au cours du second trimestre.

[Rice exports fall 28pc in first quarter of 2025-26 - Business - DAWN.COM](#)

Stratégie des autorités pakistanaises en matière de e-commerce

Le gouvernement pakistanais a annoncé la préparation d'une nouvelle politique nationale en matière d'e-commerce 2.0 (2025-2030), avec pour objectif de porter la taille du marché numérique du pays à 20 Mds USD d'ici 2030.

Cette annonce a été faite lors d'une rencontre entre le ministre fédéral du Commerce, Jam Kamal Khan, et une délégation de Meta Platforms conduite par Rafael Frankel, directeur des politiques publiques pour l'Asie du Sud. Le ministre a souligné que l'économie numérique pakistanaise figure parmi les plus dynamiques de la région, portée par une population jeune, une connectivité rapide et un vivier de talents dans le secteur de la tech dépassant 75 000 diplômés par an. Il a également mis en avant la hausse de 18 % des exportations de services IT pour l'exercice 2025, atteignant 3,8 Mds USD, et une progression supplémentaire de 21 % au premier trimestre de l'exercice 2026, à 1,06 Md USD.

La politique e-commerce 2.0 visera notamment à soutenir la numérisation TPE et PME pakistanaises, à améliorer les chaînes logistiques et à faciliter le commerce transfrontalier. En réponse, Rafael Frankel a salué les progrès réalisés par le Pakistan en matière de transformation numérique et confirmé l'intérêt de Meta pour approfondir la coopération autour de l'innovation, du développement des compétences et du soutien aux PME locales.

[E-commerce Policy 2.0 targets \\$20b market](#)

Sri Lanka

Les départs de migrants se stabilisent à un niveau élevé

Le nombre de Sri Lankais partis travailler à l'étranger a diminué de 5% au cours du premier semestre 2025, pour s'établir à 144 379. Cette baisse est attribuée par les autorités à une amélioration de la situation économique du pays et à une augmentation des salaires. En 2024, le Sri Lanka avait enregistré un nombre record de départs avec un total de 314 786 travailleurs

ayant quitté le pays. Les montants que ces travailleurs transfèrent au Sri Lanka constituent une source essentielle de devises pour le pays (6,5% du PIB en 2024).

[SLBFE](#)

Une reprise solide portée par les réformes et les services

Dans son *South Asia Development Update* d'octobre, la Banque mondiale souligne que le Sri Lanka poursuit une reprise solide après la crise économique de 2022-23. La croissance atteindrait 4,9 % en 2025, portée par les exportations de services, les réformes structurelles et une amélioration des comptes extérieurs et de l'exécution budgétaire. La baisse des prix en 2024-25, due à la vigueur de la roupie et à la baisse des prix de l'énergie, a permis de ramener l'inflation à un niveau faible. Le secteur financier s'est renforcé grâce à l'assouplissement monétaire et aux bons résultats des entreprises. Les perspectives ont été revues à la hausse car la stabilisation macroéconomique consolide la confiance et l'investissement.

[Banque mondiale](#)

Conclusion de l'accord de restructuration de la dette avec l'Australie

Le Sri Lanka a signé le 27 octobre le 8e accord bilatéral de restructuration de sa dette extérieure avec Export Finance Australia pour rééchelonner 39 MUSD environ de prêts. Cet accord fait suite à ceux déjà conclus avec la Chine, le Japon, l'Inde, la France, la Hongrie, l'Arabie saoudite et le Royaume-Uni

[Economynext](#)

Le déficit budgétaire en baisse de 54% sur les 9 premiers mois

Fin septembre, les recettes budgétaires cumulées atteignaient 3 835 Mds LKR, soit 31% de plus que les recettes des 9 premiers mois de 2024 (2 928 Mds LKR). Cette situation s'explique en grande partie par la forte hausse des taxes perçues sur les véhicules importés. Dans le même temps, les dépenses totales ont atteint 4 276 Mds LKR, à comparer à 3 898 Mds LKR au cours de la période correspondante de 2024, soit une augmentation de 9,7%. Le déficit budgétaire a ainsi diminué à 441 Mds LKR sur la période, contre 970 Mds LKR sur la même période de 2024. L'excédent primaire est passé de 785 Mds LKR à 1 465 Mds LKR sur la période (+87%).

[Treasury](#)

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Négative	BB-	Négative	BB+	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	B-	Stable	B-	Stable	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	CCC+	-	D	B
Népal	-	-	-	-	BB-	Stable	C	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : erwan.andaloussi@dgtresor.gouv.fr